

LE SPECTATEUR

DE

L'ORIENT.

Livr. 41. — 25 Avril (7 Mai) 1855.

L'Empereur Nicolas et la Grèce.

—0000—

I.

Toutes les nations, tous les partis se rangent autour du tombeau où l'empereur Nicolas vient de descendre; chacun peut prononcer à son tour son jugement sur celui qu'aucun n'a pu vaincre vivant.

Comme tous les hommes voués à une grande idée, et maîtrisés par une grande conviction, il a été pendant sa vie l'objet de haines profondes, et en même temps d'affections et de dévouements extraordinaires; il est mort en guerre avec la moitié du monde, mais adoré de l'autre moitié. Et cependant, la somme de ces jugements qui sortent pour la plupart de la bouche de ses ennemis

déclarés, ou de ceux qui allaient peut-être se déclarer tels au bout de quelques semaines, est toute en sa faveur. Quoique tout le monde ne partage pas les principes dont il s'était fait le champion, tout le monde rend justice aux vertus de l'homme, et admire le génie du monarque.

C'est notre tour à présent à nous, chrétiens de l'Orient, de nous approcher du tombeau, et d'adresser à l'empereur Nicolas les adieux du peuple grec.

Mais avant que nous ne prenions la plume pour remplir ce devoir sacré, le peuple grec s'en est déjà acquitté. Le jour où la nouvelle de cette mort est tombée parmi nous comme un coup de foudre, a été un jour de deuil public. Depuis la mort du président Capodistria, aucun homme n'a été autant pleuré; sa perte a été considérée par tous, sans acception de partis, comme une calamité pour notre race.

Descendons dans le cœur du peuple; démêlons ce qu'il pleurait, ce qu'il aimait dans l'auguste défunt.

La tâche que l'empereur Nicolas s'était imposée, a été grande, multiple comme son immense empire. Il a été organisateur et législateur à l'intérieur; il a été le représentant du principe d'autorité, le champion de la cause des trônes et de l'ordre en Occident. Dans cette mission, il a rencontré l'insurrection dans son empire, la révolution dans les empires voisins. Il n'a ménagé ni l'une ni l'autre; et il est sorti triomphant de cette lutte. Mais ce n'est pas pour cela que le peuple grec l'a pleuré.

L'empereur Nicolas a été aussi le champion de la foi orientale, le défenseur des droits des chrétiens de l'Orient; sa voix, qui en Occident était aimée des trônes et redou-

tée des révolutions, était tout au contraire en Orient la terreur du trône ottoman, l'espoir de la grande révolution qui se préparait parmi les races chrétiennes. C'est cet empereur, méconnu de l'Occident, que nous avons pleuré; c'est à cet empereur que nous adressons nos adieux:

Il n'est pas vrai que l'empereur Nicolas, tel que nous l'aimions et le comprenions, était en contradiction avec l'empereur Nicolas, tel que l'Occident le comprenait et le redoutait; que le même homme, champion du principe d'autorité et champion des races opprimées de la Turquie, conservateur d'un côté, progressiste de l'autre, ne pouvait pas être sincère dans son double rôle.

En Occident, il a été prouvé par une série de tristes expériences que les révolutions sont bien plus funestes à la cause de la liberté qu'à celle des trônes; que l'ordre est la première condition du progrès.

En Orient au contraire, la conquête ottomane est un malheureux événement qui ne peut être légitimé par aucun laps de temps, parce qu'il barre le passage à tout progrès des races conquises, et qu'il ne leur laisse d'autre issue que celle d'une révolution.

Si de par la volonté de Dieu, la souveraineté doit être à l'intelligence, à la richesse, à la civilisation, au christianisme; si c'est à l'ignorance, à la fainéantise, à la barbarie, au mahométisme d'obéir; c'est servir la cause de l'ordre, c'est se rendre l'instrument de la providence divine, que de travailler à briser le joug des races chrétiennes. Si donner le pouvoir à celui qui doit obéir, l'ôter à celui qui doit commander, c'est l'insurrection, c'est être révolutionnaire que de travailler à la conservation de la tyrannie ottomane.

L'empereur Nicolas ne remplissait donc pas deux rôles contradictoires ; il était en harmonie avec lui-même, il écoutait la voix de la même idée en Orient et en Occident.

Mais tandis que le rôle qu'il a joué en Occident lui était dicté par les intérêts de sa politique, en Orient il obéissait avant tout au cri de sa conscience, aux devoirs de sa religion, aux traditions de sa race.

Et peut-être l'un de ces rôles n'était-il que la préparation de l'autre, auquel il avait destiné ces années de sa vie, que la providence divine, dans ses inscrutables décrets, lui a otées si inopinément ; peut-être ne s'est-il montré pendant un règne de trente ans si fidèle à sa parole, si généreux dans les services immenses qu'il a rendus à la cause de l'ordre, que pour se conquérir la confiance et la reconnaissance des souverains de l'Europe ; pour que le moindre doute ne pût planer sur sa sincérité et sa loyauté, lorsque le moment suprême serait venu de remplir la tâche à laquelle il destinait sa vieillesse, l'émancipation des races chrétiennes de l'Orient.

Cette vieillesse, Dieu ne la lui a pas accordée ; il a vécu assez pour voir son attente trompée, ses intentions méconnues, pour entendre les outrages, pour voir tournées contre sa poitrine les armes de ceux qu'il avait comblés de bienfaits ; mais cependant, avant de mourir, il a prononcé la parole créatrice, l'arrêt de mort pour les Turcs, l'arrêt de vie pour nous chrétiens !

II.

Lorsque l'empereur Nicolas montait sur le trône de Pierre-le-Grand, les Grecs, après avoir étonné le monde

par leur héroïsme, épuisés par une lutte inégale et exterminatrice, semblaient destinés à retomber sous un joug plus dur encore que celui qu'ils avaient secoué. Seule l'intervention des gouvernemens chrétiens pouvait sauver cette noble nation de sa ruine imminente ; mais les gouvernemens chrétiens restaient spectateurs impassibles, et quelquefois même hostiles, de ce drame sanglant.

Les peuples seuls n'avaient pas partagé l'impassibilité, la dureté de leurs gouvernemens. L'Occident d'un côté s'était ému à ce réveil d'une nation qui, oubliée pendant tant de siècles par la gloire et la liberté, ouvrait tout d'un coup le livre de son histoire et y écrivait avec son sang des pages immortelles. La Russie de l'autre côté, unie plus étroitement encore que l'Occident par les liens de la même croyance religieuse avec le peuple grec, s'impatientait de l'inaction de son gouvernement, dont la politique du prince de Metternich, décidé de rétablir le glaive du sultan sur la tête des rebelles chrétiens, avait paralysé et déjoué les plus nobles sentimens (*). Les Russes ne pouvaient pas voir sans surprise et sans douleur, l'empereur orthodoxe rester spectateur immobile du martyre du premier pasteur de l'Église orientale et du massacre d'un grand nombre de ses enfans, que l'on avait toujours regardés comme placés sous la protection spéciale de la Russie, et qui, plus d'une fois déjà, à son instigation formelle, avaient essayé de rompre leurs chaînes (**). En attribuant, dans leur foi naïve, à la colère de

(*) Expressions du Comte Pozzo di Borgo dans sa dépêche au Comte de Nesselrode du 28 Novembre 1828.

(**) Schnitzler, Histoire intime de la Russie Tom. II. chap. II.

Dieu les malheurs qui frappèrent Alexandre dans les derniers temps de son existence, en invoquant dans leurs prières la délivrance de leur frères, en manifestant, autant que cela pouvait se faire sous un gouvernement absolu, leurs sympathies pour eux, ils démontraient que la politique de la Russie en faveur de l'émancipation des chrétiens d'Orient, n'est pas une tradition de cabinet, une routine de chancellerie, mais l'expression des vœux les plus chers, la tendance nécessaire de cette grande nation.

L'empereur Nicolas s'était donné pour mission la mission de son peuple, l'accomplissement de ses vœux et de ses tendances. A peine sorti vainqueur de l'insurrection militaire qu'il avait dû traverser pour monter les marches de son trône, il s'occupa de notre sort; ce fut pour ainsi dire une des premières pensées de son règne, comme elle en devait être une des dernières. Dans le protocole de St. Petersbourg du 4 Avril 1826 l'opinion publique du monde occidental représentée par le glorieux envoyé du philhellène Canning, et l'opinion publique du monde oriental représentée par le nouvel empereur, semblaient se donner la main pour nous sauver du glaive d'Ibrahim-Pacha. Le 4 Avril commençait cette longue série de bienfaits qui ne devait être interrompue que par la mort de ce grand monarque.

Le protocole du 4 Avril était gros du traité de Londres du 6 Juillet 1827; mais si l'enfant est sorti du sein de la mère, il faut reconnaître que cela est dû surtout à l'initiative et à la persévérance du gouvernement Russe.

Depuis la paix d'Akerman, conclue au mois d'octobre de la même année, l'Angleterre satisfaite de voir écartées les causes d'une rupture entre la Russie et la Sublime-Porte

dont elle avait craint les conséquences, semblait avoir perdu tout souvenir du protocole du 4 Avril, ou du moins se montrait peu disposée à en tirer toutes les conséquences. Le gouvernement français qui était déjà sous le joug de sa passion malheureuse pour le vice-roi d'Égypte, déclarait ouvertement dans la Chambre des Députés, que la France avait un grand intérêt à le traiter avec les plus grands ménagemens (*); mais ce n'était pas avec des ménagemens qu'on pouvait arracher les Grecs des serres de son fils Ibrahim.

Si la Russie eût laissé les choses aller leur train, le malade aurait rendu son dernier soupir, et l'Europe ne serait arrivée à temps que pour lui donner des regrets.

C'est en faisant planer sur les gouvernemens occidentaux la menace que, dans le cas d'un refus de concours, la Russie passerait outre et se chargerait à elle seule de remplir les obligations qu'elle avait contractées par le protocole du 4 Avril et de pacifier la Grèce, que ce protocole devint enfin le traité du 6 Juillet 1827, qui devait bientôt, le 20 octobre, être traduit à la Turquie par le canon de Navarin (**)

Et cependant, même après la destruction de sa flotte, même après l'expédition française en Morée, la Turquie persistait toujours dans son refus de reconnaître aux trois puissances le droit d'intervenir entre elle et ses rayas révoltés. Si pendant que nous écrivons ces lignes, le fantôme de la Sublime-Porte que les ministres plénipotentiaires de l'Europe font asseoir à leur côté aux conférences

(*) Voyer Klüber, Geschichte Griechenlands, Francfort 1835, p. 184.

(**) Voir dans le livre cité de M. Schnitzler (Tom. IV, note IV.) la dépêche du comte de Nesselrode au prince de Lieven en date du 9 Jan.

de Vienne, proteste encore de sa voix sépulcrale contre toute immixtion des puissances, qui sont censées avoir été ses sauveurs, dans ses rapports avec ses sujets chrétiens, quelle devait être l'obstination de la Turquie en 1827 et 1828, lorsqu'elle avait encore la conscience de sa vie et de sa puissance !

Il fallait le passage du Balkan, et l'apparition des drapeaux russes dans les plaines de Constantinople, il fallait le traité d'Andrinople pour dompter cet orgueil, pour arracher l'adhésion de la Porte au traité du 6 Juillet 1827, au protocole du 22 Mars 1829 et à tout autre acte que la Conférence de Londres aurait à prendre en vue de leur exécution. De cette adhésion sortait enfin le protocole du 3 Février 1830, qui érigeait pour la première fois la Grèce en monarchie indépendante.

Quel chemin nous avons fait depuis le premier jour de

vier 1827. «L'expérience nous a démontré, dit-il, que le seul argument qui fasse quelque impression sur les autres cabinets, est la crainte de «voir, en dernière analyse, la pacification de la Grèce, s'opérer par l'ascendant seul de la Russie. Les conduire à l'alternative de nous laisser maîtres absolus du terrain ou de s'associer à nous pour diriger de concert cette œuvre de paix, c'est nous assurer le meilleur moyen d'obtenir leur concours à l'exécution du protocole du 23 Mars (4 Avril) 1826 «L'Empereur consent à ce que ce traité soit conclu entre toutes les puissances qui voudront le signer . . . ; mais la condition à laquelle il le subordonne est une condition sine qua non ; la vraie mesure coercitive que nous signalons est la réunion des escadres, dans le but d'empêcher les secours turcs ou égyptiens, d'hommes, d'armes, de vaisseaux et de munitions.» Finalement le ministre déclare que le refus de M. Canning n'empêcherait pas l'empereur de passer outre, et de remplir séparément les obligations qu'il a contractées par le protocole. «Il vous serait facile, ajoute-t'il, de laisser entrevoir au ministère de S. M. B. les nombreux et puissants moyens que la Russie possède pour obtenir l'adhésion des Turcs.»

notre révolution ! Désavoués d'abord par la Russie, condamnés ensuite par la Sainte-Alliance, nous avons vu une première lueur d'espoir dans les sympathies des peuples pour notre cause. Le 4 Avril, ces sympathies passaient de l'opinion publique aux gouvernements ; le 6 Juillet elles se dessinaient mieux encore, mais l'idée d'une indépendance complète, d'un royaume grec était toujours écartée comme un rêve impossible à réaliser ; le 20 octobre, ces sympathies mettaient le feu aux canons des flottes chrétiennes à Navarin, contre les instructions des amiraux, contre toute prévoyance humaine, pour démontrer au monde que les hommes s'agitaient, mais que Dieu les menait : le 9 septembre, la Porte par son adhésion arrachée par les armes de cette puissance qui avait été la première à nous désavouer, pliait la tête sous les arrêts du destin, qui, le 3 Février, par l'organe des trois grandes puissances nos bienfaitrices proclamait cette indépendance complète et cette monarchie grecque, dont pendant l'espace de tant d'années, personne n'avait voulu, et dont la Porte, en acceptant tout de suite le traité du 6 Juillet, aurait empêché l'éclosion.

Quelles dates éloquentes ! quelles étapes gigantesques ! quelles leçons et quelles espérances pour notre avenir !

III.

L'avènement de l'empereur Nicolas ne devait pas être seulement un bienfait pour nous, en délivrant la politique de la Russie envers la Grèce des liens et des traditions de la Sainte-Alliance, et en lui ouvrant un nouvel horizon ; il eut aussi pour résultat immédiat de rendre possibles

pour notre patrie, les services de son plus grand citoyen, le comte Jean Capodistria.

Cet homme d'état illustre avait dû quitter le poste important auquel l'avait élevé la confiance de l'empereur Alexandre, et demander un congé indéfini, au temps où l'Autriche étouffa dans le cœur de ce monarque les sentimens généreux que les malheurs de la Grèce lui avait d'abord inspirés. Retiré en Suisse, il ne pouvait venir en aide à ses compatriotes à cause de sa position délicate envers son souverain et son bienfaiteur.

La mort d'Alexandre et le changement de la politique russe, rompèrent les liens qui le tenaient éloigné de sa patrie, et lui permirent d'obéir à la voix de la nation qui l'appelait à la gouverner, à la sauver de la guerre civile et de l'anarchie. Si nous avons joui sous la présidence du comte Capodistria d'un bonheur, hélas ! trop fugitif ; si dans l'espace de quelques mois la nation grecque a su montrer ce dont elle est capable lorsqu'elle est bien gouvernée (*), rebâtir ses villes détruites, organiser des écoles et des tribunaux, lever une armée et une flotte considérables et poursuivre la guerre contre la Turquie, cela encore a été un bienfait de Nicolas.

La correspondance du comte Capodistria est le témoignage éclatant des secours en argent, en fusils, en canons, en poudre, et même en biscuit et en vêtemens, que le philhellénisme de l'empereur ne cessait de nous envoyer, de l'appui sincère qu'il a toujours donné à ce premier essai de gouvernement et d'organisation (**).

(*) « Αλλὰ μέγιστα δὴ διέδειξεν οὗτος τὴν ἐλληνικὴν ἀλκὴν ἀπρόσμαχον οὖσαν, ὅσας τε πόλεις καὶ κόσμους καὶ συντάξεις ὁμοφρονούσας, καὶ νοῦν ἔχοντος ἡγεμόνος. » Plutarque, dans la vie d'Aratus. §. 9.

(**) Voir dans le livre intitulé le Comte Capodistria jugé

Il y avait alors un point dans le monde sur lequel tous les nobles cœurs, quel que fussent leur origine, leur religion, leur rang, leur opinions, le vicomte de Chateaubriand, lord Byron, Béranger, l'empereur Nicolas étaient sûrs de se rencontrer ; c'était la cause grecque. La justice en était reconnue partout en Orient comme en Occident ; c'était vrai comme Dieu et la vertu.

Depuis lors les choses ne sont plus les mêmes en Occident ; on a troqué le philhellénisme contre le *turcophilisme* (qu'on nous passe une nouvelle expression pour une mode nouvelle) comme on a changé la coupe des vêtemens. L'empereur Nicolas à la tête de la nation russe est resté le dernier des philhellènes.

IV.

C'est que l'émancipation de la Grèce actuelle n'était pour l'Europe occidentale qu'une transaction entre l'humanité et la politique ; tandis que pour la Russie ce n'était qu'une étape, et le résultat d'un système traditionnel d'où devait nécessairement surgir l'émancipation de toutes les races chrétiennes de l'Orient. Lorsqu'on eut signé le protocole du 3 Février 1830, l'Occi-

par lui même. Paris 1842, chap. XIII. ces témoignages du mort de 1831 en faveur du mort de 1855. Nous n'en citons qu'un seul. « A l'amiral Heyden. Poros 29 Mai 1828. C'est au nom et de la part d'une population entière que les bienfaits de l'Empereur font exister, c'est en vous envoyant en retour ses bénédictions, que j'accepte les 28,000 livres de biscuit, les 10,000 livres de poudre, et les 100,000 talaris. . . » Si la peste ne fait aucun progrès depuis quinze jours ; si les maladies épidémiques, qui chaque année dans cette saison, moissonnent le peuple de ce malheureux pays, paraissent le respecter jusqu'ici, c'est que le peuple, depuis le mois de janvier, a travaillé et travaille pour avoir du pain, grâce aux aumônes de la Russie. »

l'Occident s'est dit : c'est assez ; il faut conserver ce qui reste de la Turquie ; tandis que la Russie s'est dit : ce n'est que le commencement ; ce n'est qu'une pierre détachée de l'édifice vermoulu de l'empire ottoman.

Si nous remontons jusqu'à 1827, à cette époque où l'Occident saluait dans le Sultan Mahmoud un nouveau Pierre-le-Grand destiné à rajeunir la Turquie, nous voyons que dès lors la Russie ne partageait pas les illusions de l'Europe, et qu'elle voyait dans les mesures révolutionnaires de ce Sultan, les signes précurseurs de la grande catastrophe, qui forcerait tôt ou tard les grands états à songer à des combinaisons nouvelles pour remplacer l'empire du Croissant (*).

Il paraît qu'en 1844 la catastrophe approchait, ou au moins que le gouvernement russe la voyait venir, puisqu'il croyait nécessaire de s'adresser à la Grande-Bretagne, et d'accaparer dès lors, pour ainsi dire, sa coopération en vue d'une telle éventualité (**).

(*) Dépêche du comte de Nesselrode à M. de Ribeaupierre, en date du 11 Janvier 1827 : « si l'on considère que les réformes ont été commencées avec des finances délabrées, au milieu des symptômes d'une décadence progressive, et que le Grand-Seigneur étouffe dans des flots de sang des projets de révolte qui semblent néanmoins renaître tous les jours, il est difficile de croire à la longue durée de son règne et de son gouvernement. Dans aucune hypothèse, la Russie ne peut considérer d'un œil indifférent cette vaste entreprise . . . Si elle manque, elle peut amener la chute de l'empire ottoman. Il est de toute nécessité qu'une telle révolution ne nous prenne pas au dépourvu, et vous aurez bien mérité, Monsieur, de votre souverain et de votre patrie, si vous nous faites connaître les signes précurseurs de cette catastrophe assez à temps pour que l'empereur puisse préparer ses mesures et exercer une influence analogue à la dignité et aux besoins de la Russie, sur les combinaisons politiques qui remplaceraient l'empire du Croissant. »

(**) Voyez le mémorandum de 1844 du Comte de Nesselrode publié avec la correspondance de sir Hamilton Seymour.

En 1853 la catastrophe va éclater ; Nicolas fait appel à cette coopération que le gouvernement britannique lui avait promise ; le moment est venu de songer à ce qu'on doit mettre de vivant à la place de l'homme mort.

Sir Hamilton Séymour nous a mis à même, par ses révélations inattendues, de pénétrer dans la pensée intime de l'Empereur, lorsqu'il se préparait à déblayer le monde de ce cadavre.

Grâce à ces révélations, nous pouvons juger si les larmes du peuple grec qui coulent sur le tombeau de Nicolas, sont versées pour un bienfaiteur ou pour un ennemi déguisé (*).

Le fond de cette pensée se réduit à quatre points principaux : *la Turquie cesse d'exister ; la Russie renonce à toute augmentation de territoire ; Constantinople ne sera le lot d'aucune des grandes puissances ; les races chrétiennes de l'empire ottoman seront appelées à le remplacer sous la forme d'états indépendans.*

Depuis que la question du sort des chrétiens d'Orient a commencé à être agitée dans les conseils des rois, un programme plus favorable pour eux n'était pas encore sorti de la bouche d'aucun des grands de la terre.

De ce programme à l'idée de notre rêve séculaire, à l'empire chrétien de Constantinople, il n'y avait qu'un pas ; mais comme tous les programmes humains, qui se donnent pour le dernier mot et qui se posent par conséquent en bornes infranchissables de tout développement ultérieur, ce programme si favorable pour nous, si on le com-

(*) Le Spectateur a déjà émis son opinion sur les révélations de la correspondance de sir H. Seymour dans la livraison 17 du vol. 2.

pare à tous les précédens, ne veut pas d'un empire grec puissant en Orient. Tout comme le traité du 6 Juillet 1827 ne voulait pas d'une Grèce érigée en royaume indépendant, que cependant la force des choses proclamait le 3 Février 1830.

Que ceux qui à cause de cette restriction dans les projets de l'empereur Nicolas lui ont jeté la pierre, nous montrent un autre programme plus favorable pour nous que le sien, émané de quelque autre des grandes puissances chrétiennes. Il était très-naturel qu'avant les événemens de 1854, Nicolas, lorsqu'il s'adressait à sir Seymour, ne voulut pas dans son voisinage d'un puissant empire, tout comme la France ne voulut pas en 1848 d'un empire italien, et comme elle n'a voulu jamais d'un grand empire allemand.

Mais nous sommes sûrs qu'après la triste expérience de 1854, après avoir vu Constantinople devenir le quartier général des armées coalisées contre lui, et le point d'appui du bras gigantesque qui menace les provinces méridionales de la Russie, l'empereur Nicolas aura reconnu qu'un boulevard contre l'Occident est nécessaire pour son empire, comme les puissances occidentales ont déjà reconnu qu'un boulevard contre la Russie est la première condition de la paix future; et de par la force des choses, ce boulevard à deux faces et à deux buts ne peut être que l'empire chrétien de Constantinople.

Il faut que la Russie choisisse : lorsque Constantinople ne sera plus turc, il est impossible désormais qu'il soit russe; il doit être nécessairement ou latin, ou anglais, ou grec.

L'Angleterre et la France ont déjà déclaré plus d'une

fois qu'elles n'en veulent pas pour elles; ainsi il ne reste d'autre combinaison possible que celle qui viendra couronner nos vœux les plus ardens, et donner raison à nos espérances les plus audacieuses.

Ce changement, ce progrès de la pensée de l'empereur Nicolas n'est pas une supposition gratuite; la dernière fois que sa voix prononça le nom de la Grèce, il lui promit les provinces qui l'année passée ont essayé de secouer le joug ottoman (*)

V.

Pour admirer et aimer ce grand monarque, on n'a qu'à comparer le point de départ de ses projets pour nous, et le point où il les a laissés lorsqu'il est allé compléter sa pensée dans le sein de Dieu.

En 1825, il ne s'agissait que de délivrer tout au plus la Morée, et d'en faire une principauté sous la souveraineté de la Porte-Ottomane.

Cela était alors le point culminant, le *nec plus ultra* du philhellénisme officiel.

En 1854, de développement en développement, de conséquence en conséquence, nous étions arrivés dans la pensée de l'Empereur presque aux portes de Byzance!

Cette comparaison dit tout : l'homme puissant qui faisait faire tant de chemin à notre cause a été notre bienfaiteur.

Puisse le fils uni avec l'Europe dans une nouvelle al-

(*) Par la circulaire du Comte de Nesselrode en date du 2 Mars 1854. — Le 2 Mars 1855 l'Empereur était appelé devant Dieu pour confirmer cette promesse au nom de son fils.

liance vraiment sainte, vraiment chrétienne réaliser ce que le père a laissé ébauché !

Puisse cette guerre malheureuse qui désole le monde, faire place à une paix durable et sincère ; puisse bientôt être posée par les efforts réunis des grandes puissances la pierre angulaire de cette paix, l'empire chrétien d'Orient !

R.

Opinion sur la Grèce.

—0000—

Il y a juste un an, nous publions dans le *Spectateur* (*), les impressions qu'avait laissées à un des hommes d'état les plus distingués de l'Amérique du nord son voyage en Grèce. De même que M. Gilpin, M. le professeur Felton, dont nous allons citer l'opinion sur notre pays, nous semble ne pas appartenir à cette classe de touristes qui viennent admirer chez nous ce qu'ils ont admiré dans l'histoire de nos ancêtres. Pour eux, Phocion ou Socrate, Hérodote ou Platon, Miltiade ou Thémistocle, Praxitèle ou Phidias, devant le génie ou la vertu desquels tous les pays et tous les siècles se sont inclinés, mais que tous les pays et tous les siècles n'ont pas toujours reproduits, ne devaient jamais manquer à la Grèce; comme les dieux de son Olympe, ils devaient jouir d'une jeunesse éternelle, et la faulx du temps, les ténèbres de la barbarie, les vices et la corruption de la tyrannie, partout

(*) Voyez la livraison du 26 avril [8 mai] 1854. p. 155,

ailleurs inexorables, sur la Grèce seule ne devaient point avoir de prise.

En 1836 un seigneur anglais, qui venait de quitter les bancs d'une des universités les plus renommées du Royaume-Uni, se faisait transporter à Athènes, pour contempler de ses propres yeux les merveilles dont les auteurs grecs lui avaient donné un avant-goût. Mais quel fut son indignation — c'est une *Revue* anglaise qui nous l'apprend — lorsque à peine débarqué au Pirée, une ligne d'*omnibus* vint frapper ses regards, et que le restaurateur chez lequel il était descendu pour faire collation, plaça devant lui un de ces ustensiles de table que nous nommons fourchettes, si indispensables pour les mains britanniques. Quelle dépravation ! s'écria tout frémissant de colère le brave gentilhomme de l'Albion, et que les Grecs actuels doivent avoir dégénéré de la valeur de leurs aïeux ! L'élégant Alcibiade n'employait que ses doigts pour faire le service entre son assiette et sa bouche, et la belle Aspasia, bien qu'épouse d'un prince si puissant, monta à pied jusqu'à Athènes, lorsque arrivée de Milet, comme moi j'arrive aujourd'hui de Londres, elle voulut aller rejoindre son cher époux !

Et le jeune seigneur fit immédiatement caler les voiles de son *yacht*, et s'éloigna d'un pays contre lequel il venait de lancer un si terrible anathème.

M. Felton aime mieux marcher sur le chemin opposé. Exempt de ces préjugés et de cet enthousiasme qui nous aveuglent toutes les fois que nous voulons louer ou dénigrer, il a passé des mois entiers au milieu de nous, cherchant à étudier le pays d'une manière impartiale et consciencieuse. Connaissant à fond notre langue et notre

littérature, il a pu se mettre en contact avec tout le monde et vérifier tout par lui-même. Aussi ses renseignemens ne sont-ils puisés ni dans les dépêches d'un diplomate peu bienveillant, ni dans les mémoires d'un voyageur qui n'a fait que glisser sur le sol si peu ou si mal exploité de la Grèce.

Les quelques lignes que M. Felton a écrites sur notre pays dans l'histoire de la Grèce ancienne (*) qu'il vient de publier, et que nous reproduisons ici en partie, suffiront pour démontrer la vérité de ce que nous avançons ; elles serviront encore à nous rappeler l'empressement affectueux et sympathique avec lequel les habitans du nouveau monde ont les premiers salué notre régénération, les secours en tout genre qu'ils nous ont envoyés de leurs parages lointains, l'enthousiasme avec lequel les dames américaines ont établi des comités pour soulager nos indigens, et l'amour tout évangélique qui les a portés à répandre parmi nous l'instruction et les bienfaits de l'éducation.

Tant qu'existera ce pays, ces bienfaits seront gravés dans le cœur reconnaissant de ses habitans.

Voici les observations de M. Felton :

« Comme la nation grecque a traversé par miracle la » période désastreuse du moyen-âge, et qu'elle a survécu » à la longue oppression des Turcs, j'ai cru qu'il ne serait » pas sans intérêt si j'en continuais l'histoire jusqu'à nos

(*) A History of Greece, from the earliest times to the Roman conquest. With supplementary chapters on the history of literature and art. By WILLIAM SMITH, LL. D., etc. With notes, and a continuation to the present time, by C. C. FELTON, LL. D., Elliot professor of Greek literature in Harvard University. CAMBRIDGE, Stereotyped etc. 1855.

» jours. La manière d'exécuter mon projet n'a pas été sans embarras. Je n'avais pas assez d'espace La » situation actuelle du peuple grec est d'un grand intérêt. » Dans le royaume de la Grèce des progrès remarquables » ont été faits dans les lettres et dans l'éducation, pendant » un quart de siècle, depuis la fin de la guerre terrible de la » révolution. Les Grecs ont été singulièrement représentés » sous un faux jour par les jugemens précipités des voya- » geurs ; et les intérêts compliqués qui sont engagés dans » la guerre d'Orient, ont contribué à propager, tant en Eu- » rope qu'en Amérique, des préjugés politiques contre eux. » Cependant la guerre de la révolution a prouvé au monde » étonné qu'après tant d'années de souffrances et de servi- » tude, un esprit noble anime toujours les cœurs des » Grecs. En fait de patience, de courage, de dévouement » politique et personnel à la cause de leur pays, les Grecs » d'aujourd'hui peuvent être avantageusement comparés » avec toute nation qui ait jamais lutté pour se soustraire » à l'oppression. Les hommes de distinction et d'héroïsme » qui ont paru sur la scène d'action pendant le long et » sanglant drame de la révolution, servent à prouver que la » race et le siècle ont produit en abondance les plus hautes » qualités de caractère. Les noms de Botzaris, de Karaïscaki, de Diaco, d'Alexandre et de Démétrius Ypsilanti, ainsi » que d'un grand nombre d'autres guerriers et patriotes qui » ne sont plus de ce monde, brillent d'une gloire impéris- » sable. La capacité des Grecs dans les affaires » publiques et dans la manière de se gouverner eux-mêmes, a été mise au grand jour depuis le commencement » de la révolution. Parmi les premiers travaux de ceux » qui ont commencé la lutte, il faut placer l'établissement

» d'un gouvernement constitutionnel régulier ; et si pen-
 » dant la durée de la guerre, ses progrès ont été par fois
 » troublés par la discorde, si les forces écrasantes de
 » l'ennemi ont plus d'une fois manqué de précipiter les
 » insurgés dans l'abîme, cependant l'esprit de légalité et
 » d'attachement aux institutions représentatives, condui-
 » sèrent le peuple à travers ses plus rudes épreuves.

» Après l'installation de la monarchie, le désir d'avoir
 » une constitution n'a pas cessé d'amener les Grecs, et en
 » 1813 ce désir a été rempli. . . La manière avec laquelle
 » la nation arriva au but de ses espérances ajournées ;
 » la modération qui a marqué sa conduite ; la bonne foi
 » dont elle a fait preuve envers le roi et la reine, et la
 » confiance que le peuple a montrée à ces augustes per-
 » sonnages ; l'ordre qui a présidé dans les élections et les
 » actes des représentans qui ont voté la constitution ; l'ex-
 » cellent esprit de cette même constitution, sont autant de
 » titres à l'estime des hommes dévoués à l'ordre et à la
 » liberté dans toutes les parties du monde.

» Quant à la littérature et à l'éducation classique, les
 » Grecs se sont rapidement élevés à un degré de distinction
 » remarquable. Les écoles privées établies dans plusieurs
 » endroits, le système de l'instruction publique suivi par le
 » gouvernement, et encouragé par des dons particuliers
 » d'une libéralité extraordinaire, sont admirables. L'acti-
 » vité de la presse fournit au pays des traductions des meil-
 » leurs livres étrangers, et un grand nombre d'ouvrages
 » originaux élaborés par les écrivains et les hommes de
 » lettre de la Grèce. . . .

» Pour résumer en peu de mots les progrès faits par
 » les Grecs, nous dirons que des villes et des villages ont

» été élevés depuis la révolution, que le commerce a lar-
 » gement étendu ses opérations, et que la marine mar-
 » chande a été considérablement développée. Un système
 » général d'instruction publique a été adopté, qui met à la
 » charge du gouvernement l'éducation de tous les enfans.
 » La constitution établit des corps législatifs, et la justice
 » est administrée avec habileté et impartialité par les tri-
 » bunaux ; le jury ainsi qu'un barreau habile et indépen-
 » dant, protègent les droits des citoyens contre les empié-
 » temens du pouvoir. La liberté de la presse est garantie
 » par la constitution. Certainement un peuple à peine
 » délivré d'une servitude de quatre siècles, qui a effectué
 » tout ce que nous venons de mentionner dans l'espace
 » de vingt-cinq ans, a des titres à notre respect, quand
 » même ses routes seraient raboteuses, ses plaines mal cul-
 » tivées, et que le domaine de l'État ne serait pas adminis-
 » tré aussi sagement que les amis de la Grèce le désirent.

» Dans l'état actuel des choses, les Grecs constituent
 » l'élément intellectuel du monde oriental qui seul peut
 » tirer d'affaire l'Europe ; et si jamais ces contrées — si
 » richement douées par la nature des ressources les plus
 » variées pour la prospérité et le bonheur d'une nation ;
 » mais si longtems plongées dans la misère par les vices
 » de la tyrannie turque, et les institutions pernicieuses
 » d'une société fondée sur l'imposture mahométane — sont
 » rendues à la civilisation, cela doit être fait par l'influ-
 » ence de la race hellénique et de l'Eglise d'Orient, sous
 » le souffle vivifiant de l'Europe occidentale.

» L'étude de la littérature grecque est, dans tout le
 » monde civilisé, un des plus puissans agents de l'éducation
 » libérale . . . les luttes pour la liberté qui ornent l'his-

»toire de la Grèce moderne, ont mérité la plus vive sym-
 »pathie d'un peuple libre, qui, comme celui des États-Unis
 »reste étranger aux égaremens politiques de l'Europe;
 »ces égaremens répriment la sympathie naturelle qu'une
 »nation chrétienne luttant pour sa liberté, est en droit
 »d'attendre des autres nations chrétiennes.»

Plus loin M. Felton, en parlant des services que l'Amé-
 »rique du nord a rendus à la nation grecque à l'époque où
 »celle-ci se battait pour son indépendance, ajoute : «Le peu-
 »ple grec a été digne de ces services généreux, non-seu-
 »lement à cause de ses illustres ancêtres, mais à cause
 »aussi des vertus et des malheurs de la race vivante. Et
 »aujourd'hui, l'amour des principes constitutionnels, le
 »vif désir de s'instruire, l'aptitude aux lettres, à la po-
 »litique et à l'éloquence, le travail, la frugalité et l'esprit
 »élevé qui caractérisent les habitans du royaume hellé-
 »nique, leur donnent des droits au respect et à la sym-
 »pathie cordiale du monde civilisé. La nation grecque a
 »un rôle difficile à remplir dans la guerre qui inonde de
 »sang l'Orient dans ce moment; aussi si elle vient jamais
 »à commettre des erreurs, on ne doit point la condamner,
 »prenant surtout en considération sa position spéciale et
 »ses relations politiques. Chaque question a deux côtés.
 »Mais quelle que soit l'opinion sur les événemens auxquels
 »donnera naissance la crise actuelle, toute personne
 »qui a consciencieusement étudié l'Orient, ne peut ne pas
 »convenir, que le bien-être de cette contrée de l'Europe
 »dépend en grande partie du développement futur de l'é-
 »lément helléno-chrétien.»

Si nous avions plus de place, nous aurions fait con-
 »naître à nos lecteurs une grande partie du chapitre LIII

de l'histoire de M. Felton, relatif à l'état actuel de la
 Grèce, et contenant des détails qui dénotent en gé-
 néral l'esprit d'observation et de justice qui anime le
 savant professeur; nous nous bornons donc ici à lui en
 exprimer toute notre reconnaissance. La nation grecque a
 été trop calomniée dans ces derniers temps; aussi tout
 homme généreux et impartial qui comme M. Felton, élève
 sa voix éloquente en sa faveur, sera placé par elle au
 nombre de ses bienfaiteurs.

D.

Quinzaine politique du Spectateur.

—ooo—

Nous avons dit que la Guerre et la Paix paraissaient
 se disputer l'empire du monde. Mais comme si les deux
 adversaires, épuisés de leurs efforts mutuels, se reti-
 raient simultanément de ce duel sans fin, le bombarde-
 ment cesse à Sevastopol au même instant que les négocia-
 tions s'arrêtent à Vienne. C'est comme si, dans cette
 immense question, qu'on avait bien raison de vouloir
 ajourner indéfiniment, la guerre perdait, tout aussi bien
 que la paix, tout espoir d'aboutir.

Il est vrai que le siège opiniâtre de plusieurs mois, et
 le bombardement acharné de plusieurs jours, ont prouvé
 que Sévastopol est rude à la sape, et à peu près à l'épreuve
 de la bombe. Cependant ce n'est pas là le dernier mot de la
 guerre. Nous ne dirons pas que l'Autriche descendra pro-
 chainement dans la lice; c'est encore un de ces événe-

ments que la diplomatie cache dans les plis peu diaphanes de son manteau. A chaque nouvelle sollicitation qu'on lui adresse, elle répond par un nouvel armement, par un nouveau mouvement de ses troupes pour les rapprocher du théâtre de la guerre, ce qui ne gâte en rien ses affaires, et toutes les fois qu'on lui dit qu'il est temps de clore les négociations, et d'ouvrir les portes de Janus aux termes du traité du 2 décembre, elle est d'un avis contraire ; elle pense que l'espérance est encore au fond de la boîte, et qu'il ne faut pas se lasser sitôt d'y fouiller. Aussi aujourd'hui même, lorsque les fils du télégraphe frissonnent peut-être déjà de l'avis que l'Autriche a nettement déclaré sa position, sommes-nous, avec toute l'Europe, dans l'ignorance, si elle voudra en définitive se joindre aux puissances occidentales pour mettre la Russie dans l'impossibilité de refuser la paix quelle qu'elle soit, pour vaincre à coups de baïonnette les répu gnances que cette puissance pourrait avoir à l'accepter, ou bien si elle continuera jusqu'à la fin à croire qu'il ne faut pas *éborgner l'Europe*, comme il avait été dit d'Athènes, en humiliant une des grandes puissances, et en essayant de la faire descendre du rang qu'elle occupe. Nous ne rappellerons pas que l'Empereur Napoléon commandera bientôt lui-même en personne les armées alliées, et que sa présence et son nom exalteront encore leur bravoure éprouvée. Nous ne le rappellerons pas, car malgré qu'on ait annoncé que ses équipages et sa suite ayent passé à Syra, nous aimons à ne raisonner que sur des faits accomplis. Les mobiles des actions humaines sont si multiples et si changeants, et il y en a tant qui ne sont pas dans la main des hommes ! Mais ce qui est hors de doute,

c'est que de nouvelles troupes s'accumulent en Orient, c'est que des bannières habituées à montrer son chemin à la victoire, s'y donnent rendez-vous. Il n'est donc point étonnant que l'Angleterre et la France, si elles ne veulent déposer les armes sans vaincre, n'y réussissent, même sans l'aide de l'Autriche et sans le commandement personnel d'une tête couronnée. La victoire est trop dans les habitudes des armées française et anglaise, pour que nous nous en étonnions. Mais ce que nous ne cessons de répéter, car c'est le nœud même de la question, c'est que la victoire, quelle qu'elle soit, par quelque circonstance ou par quelque alliance qu'elle soit obtenue, ne sera jamais de nature à faire cesser le danger qui a mis les armes aux mains de l'Europe. Elle pourra humilier, elle pourra affaiblir la Russie, mais jamais assez pour la rendre inoffensive vis à vis de la Turquie. Une dent arrachée au lion, ne sauverait par l'agneau qui habite près de sa tanière ; et de les lui arracher toutes, il n'en est pas, et ne peut en être question.

Pourquoi l'Europe s'est-elle engagée dans cette guerre destructive ? Elle jouissait dans les bras de la paix des plus beaux fruits de la civilisation ; les plus sublimes inventions du génie, les plus solides résultats de l'expérience, la vapeur et l'électricité, les agents les plus cachés de la nature, portaient leur tribut à ses peuples fortunés, qui ne craignaient rien autant, que de voir finir le règne de cet âge d'or. Leur imagination leur présentait cependant à l'horizon un nuage qui pourrait obscurcir ce beau jour : c'était l'ambition qu'on attribuait à la Russie. Si, en bouleversant l'équilibre européen, le Czar s'emparait d'une partie de la Turquie, il faudrait une guerre pour l'y faire renoncer, et l'Europe

détestait les guerres. Il fallait donc que le Czar ne convoitât pas la Turquie. A l'en croire, il n'avait aucune prétention sur cet empire, mais on ne voulait pas l'en croire, et l'on prétendait faire que sa cocvoitise, si elle existait, fût sans danger pour l'Europe ; et c'est là dessus, et par le désir qu'on avait d'éviter la guerre, que la guerre fut allumée. On la continuerait, on lui donnerait des dimensions immenses, elle embraserait l'Europe entière, qu'elle ne produirait pas ce qu'on lui demande, la paix solide, car elle ne rendrait pas le voisinage de la Russie inoffensif à la Turquie. Cela ne serait que dans le cas d'une complète destruction de la première, qui n'est ni dans le rang des choses possibles, ni dans les intérêts de personne. Sous ce point de vue donc on aurait raison de croire que la guerre n'aboutira pas, même la guerre accompagnée de triomphes, et de prêter son attention la plus sérieuse à la paix.

Mais la paix a bronché au troisième point, et il est fort à douter qu'elle soit plus efficace à amener le résultat qu'on cherche. La paix, telle qu'on la propose, est la traduction de la guerre, recherche les mêmes fins avec des moyens plus humains, mais aussi moins convaincants ; elle veut détruire les flottes russes par les armes de la logique, dont la Russie parait ne pas trop se soucier. Cependant elle a promis de négocier sur la troisième base, pourvu qu'elle ne lèse pas ses droits de souveraineté, c'est-à-dire de se prêter à la révision du traité des détroits, pourvu qu'elle n'implique pas la diminution de son territoire, la demolition de ses forteresses, et la réduction de sa flotte. Comme après cette déclaration, qui était la seule base sur laquelle la Russie di-

sait consentir à traiter, les conférences ont continué, on avait pensé qu'elle avait été admise en principe ; aussi chacun de formuler sa solution du troisième point. Nous avons entendu dire aux uns que l'objet du troisième point, qui était de tirer la Turquie des griffes de l'aigle russe, ne serait atteint, que si l'on substituait au traité du Balta Liman la libre navigation des détroits ; que ce serait autrement enfermer le loup avec la brebis, que ce serait laisser la Turquie à la merci des Russes. Nous avons entendu répondre aux autres, qu'ouvrir les détroits, c'est laisser prendre aux Russes la mesure de Constantinople, c'est introduire les flottes russes au cœur même de la Turquie. Ainsi, fermer les détroits, ne convient pas à la Turquie, ouvrir les détroits lui convient encore moins. Les deux opinions ont raison ; au point où la Turquie en est, rien ne peut plus lui convenir.

Si donc on consentait à négocier sur la base à laquelle la Russie s'est arrêtée, c'est-à-dire que si, sans demander à celle-ci rien d'attentatoire à ses droits acquis et antérieurement reconnus, on stipulait ou l'ouverture ou la clôture des passages, deux conditions opposées, dont chacune, suivant les uns ou les autres, est celle qui convient le mieux à cette puissance, et qui a été proposée par elle, on a vu que d'après l'opinion d'hommes fort compétents, l'une serait aussi fatale à la Turquie que l'autre. La paix sur ces bases n'atteindrait pas le résultat désiré, de mettre la Turquie à l'abri de la Russie, lors même qu'en ouvrant les passages, on bâtirait des forteresses sur les côtes turques du Pont Euxin, et que les Turcs y consentiraient.

Mais si même nous supposons que la paix soit conclue au prix de Sévastopole, de la flotte russe, et des plus grands sacrifices qu'une guerre désastreuse eût pu seule arracher à la Russie, encore les résultats de cette paix ne seraient autres que ceux que pourrait avoir la guerre elle-même, c'est-à-dire que la Russie en sortirait meurtrie mais non morte, et qu'aussi longtemps qu'il lui restera un souffle et un peu de force, elle en aura toujours trop pour sa voisine.

Ainsi donc ni la guerre, n'importe comment elle se termine, ni la paix, à quelques conditions qu'elle se fasse, ne donnera une solution sérieuse, c'est à dire le repos de l'Europe, fondé sur la conviction que la Russie n'est pas en état de nuire à la Turquie. C'est que la difficulté de la position est dans les conditions d'existence, est dans la faiblesse de la Turquie même. On a dit que la Russie a fait de la mer Noire un lac russe. Comment l'a-t-elle fait ? Cette mer baigne les côtes turques aussi bien que les siennes, de même que la méditerranée baigne les côtes de la France. Pourquoi la Méditerranée n'est-elle pas un lac français ? Parceque, laissant de côté les sentiments de modération de la politique française, parmi les autres peuples qui bordent cette mer, il y en a plusieurs qui savent soutenir l'honneur de leur pavillon. Qui s'est jamais enquis pourquoi l'Angleterre est toute-puissante sur mer, pourquoi la France est invincible sur terre ? Aussi personne ne saurait avec justice reprocher à la Russie sa puissance ; et ce qui fait l'embarras de l'Europe, c'est qu'à côté de cet état si fort, il y en ait un, qu'on affecte aujourd'hui d'entourer de petits soins, à qui l'on prodigue les flatteries, jusqu'à lui faire perdre la conscience de soi-même, mais dont

on voit très-bien la débilité, et dont on prévoit la dissolution prochaine. C'est pour avoir méconnu cette vérité, que l'Europe s'est engagée dans une impasse, où la guerre aussi bien que la paix ne livre aucune issue. Dans l'emportement de la guerre on en a oublié le but. On s'est persuadé qu'on avait quelque intérêt absolu à vaincre la Russie, et c'est à quoi l'on s'est attaché. Si on la défait, l'illusion continuera peut-être sous l'ivresse du triomphe, et l'on croira pendant quelque temps la grande entreprise couronnée de succès. Bientôt la réflexion revenue, il faudra bien reconnaître que ce n'était pas là tout ce qu'on recherchait, qu'on se battait non seulement pour vaincre, mais pour faire de la Russie un état peu dangereux à la Turquie ; et c'est alors qu'on reconnaîtra pourquoi on n'a pu obtenir ce qu'on voulait, ni par la guerre, ni par la paix, car on voulait l'impossible, auquel nul chemin ne mène.

Est-ce donc à dire que l'Europe, une fois engagée dans cette lutte, ne pourra plus jamais rompre le cercle fatal dans lequel elle s'est enfermée ? Est-ce à dire qu'elle n'ait aucun moyen d'empêcher la Russie, comme elle en a certainement le droit, d'attenter à l'indépendance de ses voisins, si elle avait envie de le faire. Nous sommes loin de le penser. Mais il y a une condition qui nous paraît indispensable au succès de l'Europe ; c'est qu'elle sache exactement ce qu'elle veut, et qu'elle le veuille par des moyens possibles. Ce qu'elle veut, c'est d'empêcher la Russie de conquérir ses voisins. Les moyens à employer sont au nombre de deux, ou de mettre la Russie hors d'état de prendre ses voisins, ou de mettre ceux-ci en état de ne pas se laisser prendre. Quant au premier, nous avons

dit qu'on ne l'atteindrait pas, même en épuisant toutes les ressources de la guerre et toutes celles de la paix. Les défaites seraient des blessures bientôt guéries, au moins assez guéries pour la Turquie, les traités ne seraient que des toiles d'araignée. Arrêtons-nous davantage sur le second. C'est le seul fil d'Ariane pour sortir du labyrinthe, et pour marcher au but.

On n'a pas été jusqu'ici sans essayer aussi de ce moyen ; mais on n'a pas encore trouvé la manière d'y réussir. C'est qu'ici aussi le chemin se bifurque, et que, il faut le dire, des deux routes, on n'a pas pris la bonne. L'état qu'on veut faire progresser est composé de deux éléments distincts, l'élément turc et l'élément chrétien. Celui des deux qu'on a cru devoir renforcer est le premier, par lui-même d'abord, ensuite par le second, et nous soutenons qu'on est tombé là dans une double erreur.

Espérer soutenir l'élément turc par lui-même, c'est avoir la prétention de faire reculer les lois de la nature. Un peuple sans patrie, sans ancêtres, sans histoire, un ramassis de hordes, réunies pour la rapine et par la seule influence d'un culte, ne peut subsister qu'aussi long-temps que la rapine lui est permise, et suivant l'esprit de ce culte qui lui sert de lien. Or, pour les Turcs, les jours de rapine sont passés depuis que les peuples qui les entourent sont devenus plus puissants qu'eux; ils ne l'exercent plus que sur leurs malheureux Rayas; et les philanthropes qui rêvent les Turcs civilisés et constitutionnels, égaux devant la loi et pères de leurs sujets, doivent aussi penser de quoi ils les feront vivre; car ce n'est pas à la sueur de leur front qu'ils se décideront jamais à le faire. Cette malédiction première n'est pas dans le Coran. Pourvu

qu'ils fassent la guerre contre les chrétiens, le prophète leur a promis tous les biens de la terre. Etait-il donc un faux prophète ?

L'influence du Coran dure encore, et c'est la seule condition d'existence des Turcs. Aussitôt que, sous prétexte de civilisation et d'idées nouvelles, ou de toute autre manière, on l'aura fait cesser, les Turcs n'auront plus de raison d'être. Mais cette influence quelle est-elle ? Si elle est salubre, civilisatrice, propre à moraliser les hommes et à les conduire dans les voies du progrès, quel est donc l'avantage de l'Évangile, et pourquoi glorifierions-nous le divin fondateur du christianisme d'avoir semé par sa parole les germes de la prospérité et du développement des peuples ? Avons-nous besoin de le demander ? Ne voit-on pas dans toute la Turquie la différence immense qui existe entre les deux populations ? Ne voit-on pas les chrétiens, tout dépouillés, tout foulés aux pieds, tout obérés de contributions qu'ils sont, avancer cependant pas à pas, accaparer l'industrie, le commerce, l'agriculture, repousser petit à petit les Turcs de leurs champs, et même de leurs maisons, et finir par conquérir leurs conquérans par leur supériorité intellectuelle ? Ne voit-on pas la décroissance de la population ottomane, les ténèbres épaisses de la barbarie qui les accompagnent, la dévastation qui les suit, et la désorganisation complète de toutes les branches de l'administration, dont nous avons dit un mot dans notre dernier numéro ? Vouloir réveiller le vieil esprit turc, qui pétille en effet encore sous la cendre, et qui ne manque pas d'une certaine force à sa manière, c'est ressusciter la tyrannie avec toutes ses horreurs, c'est réhabiliter la barbarie et la

fanatisme ; vouloir le réformer, c'est l'éteindre. On ne réforme les préceptes d'un prophète que lorsqu'on a cessé d'y croire. Un Turc réformiste est un Turc athée ; et nous n'envions pas le progrès qu'on espère obtenir d'un peuple athée. Coïncidence étrange ! Le même bateau à vapeur nous apporte les journaux de l'Europe, prodiguant des éloges enthousiastes à la Turquie, de ce que, marchant dans la voie des progrès et de la civilisation, elle a su repousser avec indignation, et punir de l'exil, Mehemed-Ali ministre concussionnaire et dévoué aux idées de l'ancienne barbarie, et des journaux de la Turquie, qui nous apprennent le rappel de ce ministre, et l'exil honorable de Reschid-Pacha, l'idole des partisans des réformes en Turquie. Evidemment ce n'est pas par lui-même que l'élément turc pourra dorénavant grandir et se développer.

Mais c'est encore moins par les chrétiens ses sujets. Mêler les chrétiens aux Turcs, c'est mêler l'eau au feu. Leur donner une égalité réelle, c'est faire bientôt dominer les premiers sur leurs maîtres. Ils se seront bientôt emparés de l'armée, de la flotte, de l'administration, de tous les nerfs de l'état, et ce qui peut manquer encore, viendra de soi-même. Les chrétiens le savent parfaitement, aussi, s'ils n'obtiennent pas aussitôt leur indépendance complète, accepteront-ils avec joie, comme un pis-aller de quelque valeur, cette égalité, pourvu qu'elle puisse être garantie et réelle. Mais les Turcs le savent aussi, et feront ce qu'ils ont fait de tout temps ; ils promettent avec le plus grand empressement, et se garderont bien de tenir leurs promesses, si tant est qu'ils en aient le pouvoir. Pourquoi les Turcs seront-ils plus justes que jusqu'à ce jour, plus tolérants, plus humains envers

leurs sujets, après la paix, lorsqu'ils ne courront plus aucun danger imminent, lorsqu'ils n'auront aucun besoin pressant des puissances qui les sauvent aujourd'hui, lorsqu'ils n'auront pas chez eux et près d'eux cent mille témoins de leur conduite, et cent mille épées qui leur imposent des sentiments d'humanité, lorsqu'enfin leur sort ne pendra plus à un fil ? Il n'y a pas un mois, les habitants d'Arta ont demandé la permission d'avoir une cloche ou au moins un tocsin à leur église. L'autorité leur en a opiniâtement refusé le droit, jusqu'à ce que le consul d'une grande puissance, leur alliée, indigné de cette oppression et de ce fanatisme, ait fait placer lui-même au haut de l'église une immense cloche, qu'il a fait sonner tout le jour du premier dimanche suivant, en dépit du Pacha, qui a dû écouter et se taire. Voilà où en sont aujourd'hui les principes de tolérance, et les sentiments de la grande majorité des Turcs pour leurs sujets, et l'on peut compter qu'ils sont payés de retour. Vouloir donc régénérer et soutenir les Turcs par les chrétiens, c'est tenter l'impossible, c'est plutôt précipiter leur perte.

On nous dira peut-être que c'est tant mieux ; que c'est justement à cette révolution pacifique, à cette substitution graduelle qu'on aspire. Mais nous répondrons qu'on a tort : on ne doit pas s'en remettre au sort de ce qu'on a entre les mains ; et l'on ne peut savoir si cette révolution se fera sous les mêmes auspices et avec les mêmes avantages que lorsqu'on a toutes les circonstances propices pour l'imposer.

C'est cette substitution imposée qui nous paraît être la seule solution possible et sérieuse du grand drame qui affecte à un si haut point tous les peuples de l'Europe. Ce

sera le seul moyen vraiment efficace de régénérer les contrées voisines de la Russie, et de constituer, en réunissant sous un même sceptre les douze millions de chrétiens qui habitent ce pays, une nationalité qui serait assez puissante pour se faire respecter.

Et qu'on ne nous oppose pas l'objection, mise à la mode depuis quelques années, de l'état intérieur du Royaume de la Grèce. Nous n'avons nullement la mission de nous faire les apologistes de son gouvernement ou présent on passé. Nous ne nierons pas qu'elle n'eût pu marcher d'un pas beaucoup plus rapide, sans des entraves qui lui ont été souvent mises comme à plaisir, sans des intrigues dont le foyer n'était pas toujours dans son intérieur, sans le mauvais choix de ses gouvernants, qui souvent lui étaient imposés. Mais qui ne sait aujourd'hui que la plus grande partie des accusations élevées contre la Grèce, étaient le plus souvent des inventions gratuites des haines de partis, trop crédulement accueillies et accréditées en Europe? Qui n'a vu plus d'une fois, que ceux qui récriminaient le plus fort, chargés de réparer ce qu'ils critiquaient, avouaient l'injustice de leurs préventions en ne faisant pas mieux que leurs prédécesseurs? Comment, si l'on est animé par le moindre sentiment de justice, niera-t-on que la Grèce, sortie d'une guerre de destruction qui l'avait changée en un désert couvert de sanglantes ruines, a réussi en si peu d'années, sous l'égide d'un Roi chrétien, et animé des plus nobles sentiments pour son peuple, et par l'activité et la rare intelligence de ce peuple, à reprendre parmi les pays civilisés son rang, qu'elle avait perdu depuis quatre siècles, à relever ses villages et ses villes, à couvrir une grande partie de sa

surface d'une culture luxuriante, à silloner toutes les mers de son pavillon, à rappeler les muses dans leurs foyers, et à se donner des institutions et des lois qui ont peu à envier aux législations des peuples les plus éclairés de l'Europe? La Grèce ne compte que vingt-cinq ans d'existence. Qu'on nous montre la nation qui, partie du même point, ait fait en si peu de temps plus de chemin. On en veut à la Grèce de ce qu'elle n'est pas encore arrivée où en sont l'Angleterre et la France. Cette accusation même fait son éloge. Vent-on savoir si la Grèce est digne de son indépendance? Qu'on interroge les archives de la légation anglaise à Athènes jusqu'en 1836, qu'on interroge celles de la légation française depuis ce temps jusqu'en 1853.

Pour nous résumer donc, nous disons que ce que l'Europe désire et a besoin de faire, c'est d'établir un certain équilibre entre la force d'agression de la Russie, et la force de résistance de ses voisins; que tenter de réduire suffisamment la puissance de la Russie, soit par des triomphes, soit par des capitulations, c'est se heurter contre une impossibilité; que vouloir relever la Turquie par l'élément turc, c'est continuer à tourner dans le cercle vicieux dans lequel on s'est enfermé, qu'en définitive on n'a d'autre ressource, que de la relever par les chrétiens, et qu'on le doit faire, aussi long-temps qu'on dispose des circonstances. Qu'un pareil événement serait digne des conseils de l'Europe réunie! Qu'il brillerait dans les fastes de l'histoire! Le dix-neuvième siècle en deviendrait une des grandes ères de l'humanité, et les générations futures se rediraient les noms de ceux qui auraient contribué à cette glorieuse réhabilitation!

A.